

Un *allié*
vers l'égalité



25
ans

Colloque
Marcher sur des œufs
Certains enjeux du féminisme aujourd'hui
28 et 29 mai 1998

Conférences d'ouverture
Invitées : **Diane Lemieux, présidente du Conseil du statut de la femme et**
Elizabeth Fox-Genovese, historienne

Allocution de madame Diane Lemieux

Des questions féministes difficiles, cul-de-sac, paradoxales, taboues, complexes, il y en a des tonnes, ces années-ci.

Le «syndrome de la femme battue» nous a-t-il piégées? A-t-on raison de réclamer le même genre de protection accordée aux femmes mariées pour les femmes qui choisissent l'union de fait? Pourquoi ne sommes-nous jamais satisfaites du traitement judiciaire des cas de violence? Est-ce à dire qu'il n'y a que la peine de mort qui nous apaiserait? A-t-on le droit de vouloir un enfant sans un père? Les femmes qui se font faire des chirurgies esthétiques sont-elles aliénées ou exercent-elles un choix intime? Traitons-nous les femmes comme des enfants en craignant qu'elles ne puissent faire face à la médiation familiale? Les femmes se sont-elles accaparé les enfants en reléguant les pères aux fins de semaine? Ne créons-nous pas de la confusion en étirant la définition de harcèlement sexuel? On a longtemps dit que le «privé est politique». Le politique, on s'en est bien occupé, qu'en est-il du privé? Avons-nous raison de céder aux femmes qui désirent retirer leur plainte à la suite d'une situation de violence conjugale? Avons-nous laissé la place qu'il faut pour que nos conjoints prennent vraiment part à la vie familiale? Sommes-nous irréalistes en persistant pour que les femmes se dirigent vers les métiers non traditionnels alors que bien nombreuses sont celles qui ne s'y reconnaissent pas? Pourquoi n'avons-nous pas espoir que les hommes violents puissent changer? Pourquoi pose-t-on la question des désaccords ou, disons, des visions différentes entre les féministes en termes de manque de solidarité? A-t-on eu raison de réclamer que le partage du patrimoine familial s'applique même aux femmes qui n'en veulent pas? Sommes-nous puritaines en qualifiant presque toute expression

visible de la sexualité de pornographie? Peut-on vraiment soutenir que des femmes sont violentes avec leurs enfants parce qu'elles vivent dans la pauvreté et l'isolement alors que nous sommes allergiques à ce genre d'arguments du côté des hommes violents?

Vous voyez que nous aurions pu tenir ce colloque pendant plusieurs jours, plusieurs semaines peut-être.

Pourquoi autant de questions, autant de dilemmes nous sautent-ils en plein visage maintenant? Bien sûr, plusieurs de ces questions habitent le mouvement des femmes depuis fort longtemps. Mais pourquoi, à ce moment-ci, a-t-on ressenti le besoin d'organiser ce colloque pour débattre de certaines d'entre elles? Pourquoi avons-nous décidé de participer à ces débats en si grand nombre?

Je n'oserais prononcer le diagnostic final. Plusieurs raisons s'entremêlent. J'émettrai cependant certaines hypothèses.

Peut-être que cette fin de siècle nous laisse songeuses et nous invite à des bilans, à des réalignements même? Peut-être que nous avons mis trop longtemps le couvercle sur la marmite et que le chaudron déborde?

Peut-être que les changements dans la mobilisation du mouvement féministe nous forcent à examiner la teneur des messages féministes? Peut-être parce que la voix des femmes n'est plus unique et n'est plus la seule qui se fasse entendre? D'autres voix ont haussé le ton, d'autres groupes dans la société vivent et disent la discrimination. Si bien que les revendications des femmes doivent cohabiter avec d'autres. Peut-être que le chemin parcouru, les gains enregistrés par et pour les femmes font surgir de nouvelles questions ou

que de vieux débats apparaissent sous un autre jour? Peut-être que les chemins menant à une plus grande autonomie des femmes sont plus diversifiés que nous les croyions à une certaine époque et que maintenant, les avis différents s'affrontent plus ouvertement?

Mais peu importe. Le plus important, c'est de faire face à la musique. On n'a pas beaucoup le choix. Si on ne le fait pas, d'autres le feront. Si on ne le fait pas, les femmes en pâtiront.

Le Conseil du statut de la femme a pris le risque de créer un moment et d'offrir un lieu pour débattre de questions féministes litigieuses. Je dis bien le risque. Parce que si j'ai entendu énormément de commentaires élogieux sur notre initiative, il y a aussi des voix discordantes. Certaines craignent que ce ne soit «dangereux», que cela ne nourrisse un certain «backlash» au sujet du mouvement féministe, que cela fournisse des arguments, pour ne pas dire des armes, aux tenants du statu quo, aux rétrogrades. D'autres nous ont fait savoir qu'elles n'appréciaient pas le choix de certaines de nos invitées. Parce qu'elles disent haut des choses qu'il fait mal à entendre.

Autant vous le dire tout de suite : vous pourrez bien exprimer ces reproches, ils n'auront pas d'écho de ma part. Toutes les critiques du genre «le CSF n'aurait pas dû aborder telle question ou inviter telle personne», je les balaie du revers de la main.

Parce que je suis profondément convaincue, comme femme, comme féministe et comme présidente du Conseil du statut de la femme, qu'il fallait créer ce moment.

Ces questions, même si on les met sous le tapis, sont bien présentes. Dans la tête du public, dans celle des décideurs, des législateurs, dans celle des féministes aussi.

Vous savez que j'ai travaillé intensément dans le dossier de la violence. C'est peut-être cette expérience qui me porte à croire qu'il vaut mieux avoir le danger, la menace devant soi plutôt que derrière son dos.

Le CSF a pris le taureau par les cornes en organisant ce colloque, pour une autre raison. Il aurait été bien tentant, à l'occasion de son 25^e anniversaire, d'organiser un colloque bilan quelconque. Un colloque un peu pépère quoi ! Non pas qu'il n'y a pas beaucoup à dire sur ses réalisations de son premier quart de siècle. Au contraire ! Mais, entre vous et moi,

cela aurait été un peu ennuyant et surtout pas tellement utile pour l'avenir.

Nous nous sommes donc lancées dans quelque chose de plus audacieux et de plus riche.

À bien y penser, qui d'autre que le Conseil aurait pu prendre ce risque? Le CSF est bien placé pour prendre ce genre de risque, peut-être est-il le mieux placé. Et puis, fondamentalement, je crois que cela fait partie de la mission première du Conseil. Vous savez que l'un de mandats consiste à informer les femmes. Ce mandat a profondément évolué au fil des ans. Les premières années, le CSF a donné des tonnes de renseignements à des milliers de femmes par sa ligne téléphonique. De nos jours, les femmes connaissent mieux leurs droits, elles ont accès à plusieurs sources d'information. On ne peut plus faire de l'information de la même manière qu'il y a 25 ans.

La mission d'information du Conseil ne peut se réduire qu'à l'information sur les droits individuels. Il nous faut également ouvrir la voie des enjeux. Le CSF, à maintes reprises, a joué ce rôle de «charrue». Il a ouvert le chemin à de nouvelles questions, il a apporté un éclairage nouveau à d'autres, il a fait du déblayage et du dépoussiérage de tellement de questions. Il a agi un peu comme un phare; il a souvent joué un rôle d'arbitre entre des revendications contradictoires. Bref, le CSF a l'expérience, la crédibilité qu'il faut pour déterrer de nouveaux enjeux, pour poser les bonnes questions, pour donner du temps et de l'espace pour les résoudre.

Le Conseil a aussi organisé ce colloque pour des motifs bien égoïstes. Il avait besoin de le faire. Il avait besoin d'actualiser sa réflexion, de se donner un moment privilégié pour se brancher, comme on dit. Il avait besoin de se nourrir pour continuer. Le premier mandat inscrit dans la loi qui crée le Conseil est celui de conseiller le gouvernement. Vous savez comme moi qu'il est difficile d'imaginer de nouvelles lois ou de nouveaux amendements à des lois existantes pour améliorer la situation des Québécoises. Vous savez aussi comme moi que nous en sommes non pas à l'égalité des droits, mais à l'égalité dans les faits. Nous avons atteint le noyau dur de la discrimination vécue par les femmes, la partie probablement la plus difficile, la moins palpable. Évidemment, je fais ici quelques raccourcis mais vous conviendrez avec moi que nous en sommes aux véritables changements de mentalités. Prenons l'exemple de la conciliation travail-famille, une question où les progrès sont très modestes. On ne peut tout de même pas légiférer pour

réclamer plus de souplesse des employeurs, pour qu'ils considèrent que leurs employés sont plus souvent qu'autrement des parents. Des changements d'attitudes, cela ne s'impose pas. Cela se gagne pouce par pouce. La question est de savoir ce qu'il est le plus pertinent de dire et de faire pour gagner du terrain. C'est aussi là qu'en est le Conseil dans son mandat de conseiller le gouvernement. Je dirais que c'est aussi au même endroit que se bute le mouvement des femmes.

À vous voir, étudiantes, professeures, chercheuses, intervenantes dans un groupe de services pour femmes, leaders dans un groupe de concertation régionale ou dans une association nationale, travailleuses rémunérées ou bénévoles, syndicalistes, fonctionnaires, politiciennes, députées, une sénatrice même, religieuses, professionnelles dans un organisme gouvernemental québécois ou fédéral, retraitées, jeunes, femmes et quelques hommes, originaires de Montréal, Jonquière, Québec, Trois-Rivières, Laval, Mont-Laurier, Baie-Comeau, Brossard, Alma, Ottawa, Sainte-Foy, Windsor, Saint-Flavien, Gaspé, Dolbeau, Sherbrooke, Pointe-du-Lac, Beloeil, Longueuil, Saint-Nicolas, Lac-Mégantic, Hull, Charny, Joliette, Rimouski, Lachine, Lefebvre, Mont-Royal, Hamstead, Sainte-Thérèse, Nicolet, Martinville, Cap Saint-Ignace, Lennoxville, Chicoutimi, Saint-Hyacinthe, Granby, et j'en passe.

À vous voir, je me dis que nous avons envie et besoin de ce rendez-vous. Un rendez-vous pour ce colloque de la maturité. Un rendez-vous non pas pour développer des stratégies, ni pour mettre en branle l'opposition à quelque chose, ni pour discuter du rapport de force à établir.

Non, un rendez-vous pour réfléchir, pour discuter, pour confronter nos idées, pour dire tout haut, pour se réjouir d'autant d'idées, pour trouver de nouvelles réponses, pour questionner les réflexes féministes habituels, pour partager ses doutes, ses dilemmes.

Nous allons ensemble pendant quelques heures devoir faire des efforts. Le premier sera celui d'écouter, profondément, honnêtement, intensément. L'effort de parler, de dire, de prendre le risque de dire, d'être vulnérables. Nous devons oublier qui nous sommes, qui nous représentons. Cela n'a aucune importance parce que nous sommes toutes dans le même bateau et nous sommes toutes également interpellées par ces questions. Nous devons faire aussi l'effort de mettre de côté nos certitudes, nos convictions si lointaines et si enfouies. Nous devons nous efforcer de dépasser une certaine rectitude féministe. Nous posons

constamment la question : *Pourquoi?* Nous devons ne rien prendre pour acquis.

Il n'y a pas une vérité, il y a des vérités; il n'y a pas une réalité, il y a des réalités. Je suis profondément convaincue que les revendications féministes tout comme les interventions de l'État en faveur des femmes ont intérêt à être modulées, nuancées. Nuancées, ça ne veut pas dire adoucies. Ça veut dire des revendications et des politiques d'État qui ont une palette de couleurs variées, parce que les réalités des femmes sont variées. Comme je l'écrivais dans le dernier numéro de *La Gazette des femmes* (le meilleur magazine au monde), La femme n'existe pas.

Nous avons demandé à Françoise Guénette, animatrice à Télé-Québec, de nous aider à faire ces efforts au cours de ce colloque. Françoise a accepté sans hésiter notre invitation d'agir comme animatrice du colloque. Elle a une longue expérience qui nous sera profitable; elle est très au fait des grandes questions et tensions féministes. Elle s'y intéresse. Évidemment, on ne peut parler de Françoise Guénette sans mentionner son implication mémorable dans le magazine *La vie en rose*. Peut-être nous rappellera-t-elle au cours de ce colloque le souvenir qu'elle garde des débats de cette époque... Bref, c'est la combinaison féministe et journaliste qui nous a incitées à lui demander de jouer ce rôle d'animatrice.

Nous avons demandé à Françoise d'être à la fois ferme et ouverte, de nous refléter les silences qui ressemblent à des tabous, d'apaiser les ardeurs s'il le faut. Bref, nous lui avons demandé de nous aider toutes à faire de ce colloque un moment sain et respectueux.

Je vous signale que Louise Harel, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, ministre responsable de la Condition féminine et de l'Action communautaire autonome, a accepté avec enthousiasme notre invitation à prononcer l'allocution de clôture de ce colloque. Elle sera donc avec nous en fin de journée demain.

En terminant, le souhait que j'exprime est que nous ayons du plaisir ensemble pendant ces quelques heures. Du plaisir à faire de nouvelles rencontres ou à retrouver des femmes qui nous sont chères. Du plaisir à débattre. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais j'éprouve un grand plaisir à partir d'un point A pour arriver au point B. Quelques fois, je reviens au point de départ, mais le plus souvent, j'avance. C'est extrêmement agréable d'ouvrir son esprit, de laisser

s'infiltrer toutes sortes d'idées puis de laisser atterrir tout doucement sa propre opinion. C'est extrêmement stimulant de se provoquer, de faire l'effort de dépasser son point de départ pour arriver ailleurs. J'ai la chance de vivre cela plusieurs fois par jour en présidant le CSF; je n'ai pas le choix d'avoir à la fois l'ouverture à d'autres points de vue et la conviction de mes connaissances et de mes intuitions. Je n'ai pas le choix de chercher cet équilibre. Le Conseil a à composer avec des points de vue quelques fois complètement contraires sur une question. Nous provenons de milieux différents, les groupes de femmes, l'appareil de l'État, l'appareil politique, les milieux syndicats, les milieux universitaires. Chacun de ces milieux comporte son lot de contraintes qui empêchent d'avoir la liberté et le temps de débattre. J'espère que ce colloque se vivra sans trop de contraintes et qu'il sera pour vous une belle parenthèse.

Le féminisme après vingt-cinq ans : les acquis, les problèmes et les possibilités

Madame Élisabeth Fox-Genovese

Professeure au Département d'histoire de l'Université Emory, Atlanta

Les dernières vingt-cinq années nous ont enseigné que la situation des femmes est à la fois universelle et particulière, globale et locale.

D'autre part, ces années de lutte et de progrès nous ont énormément renseignées sur les possibilités de changement social, y inclus les changements dans le rapport des sexes et dans le statut indépendant de la femme.

Mais de plus en plus, les victoires mêmes de ces années nous confrontent avec un nœud de problèmes que beaucoup parmi nous auraient eu du mal à imaginer, il y a très peu de temps.

Peut-être par-dessus tout, nous nous trouvons aujourd'hui obligées de penser de façon nouvelle les relations entre la femme en tant qu'individu, être séparé ou personne pleinement humaine (ce qui n'est pas exactement la même chose que l'individu) et la société composée d'autres personnes pleinement humaines.

Parce que c'est dans les sociétés que les vies des femmes s'inscrivent et se déroulent. Il y a trente ans, les féministes du monde développé, notamment les Américaines et les Européennes, ont pris comme donnée l'universalité de l'oppression et l'exploitation des femmes et elles ont formulé leurs programmes pour l'amélioration de la condition de la, avec le singulier souligné, la femme sur cette entente.

Au départ, leurs prises de position nous ont gagné des progrès considérables. Peut-être par-dessus tout, une élévation générale de la conscience des dommages, voire des injustices, des violences qui suivent du simple fait d'être née une femme.

Non moins importante, cette élévation de conscience des dommages dont souffraient d'innombrables femmes, notamment dans leurs efforts pour suivre une carrière, ou même simplement pour gagner leur vie, a effectivement provoqué des campagnes politiques qui visaient les barrières à la pleine participation sociale, politique et économique des femmes.

La plus grande surprise de ces années a bien pu être l'aisance relative avec laquelle de multiples barrières légales et administratives sont tombées. La plus grande déception a bien pu être la résistance têtue des attitudes culturelles et sociales fréquemment quasi inconsciente de la part de certaines femmes aussi bien que de beaucoup d'hommes.

Tout compte fait, néanmoins, même les plus militantes doivent reconnaître que les progrès ont de beaucoup dépassé ce à quoi on avait raison de s'attendre, il y a trente ans. Si on regarde le bilan du féminisme simplement dans ce que les femmes peuvent gagner en tant qu'employées, des attitudes publiques, de l'augmentation de la présence féminine dans les institutions d'éducation, dans le gouvernement...

N'importe où, où vous tournez les yeux, il n'y a pas un autre groupe social dans l'histoire du monde qui ait fait des progrès comparables en si peu de temps. Que ça nous laisse sur notre faim, que ça ne soit pas assez, que les attitudes restent bornées, etc., il y a plein de choses dont nous pouvons nous plaindre d'une façon ou d'une autre.

Mais, à partir des choses qu'on peut mesurer, les femmes, en tant que travailleuses, en tant qu'étudiantes ou autres, il n'y a rien de comparable dans nul temps et nulle part. Ce à quoi même les plus perspicaces ne pouvaient s'attendre au départ, c'est que peu à peu, au cours des années, un écart s'est manifesté entre différents groupes de femmes, à un point tel que les avances des unes pouvaient sembler déchaîner les pertes ou même les misères des autres.

Ce sont les classes sociales qui commencent à séparer les femmes. La compréhension naissante de cet écart a, au fur et à mesure, mené un certain nombre de féministes à souligner que l'importance de la spécificité de la situation de différents groupes de femmes dans la réalité quotidienne est autant gouvernée par les contraintes de classe sociale, d'ethnicité, de nationalité, de race que par les contraintes du sexe.

À la limite, ce particularisme a risqué de déboucher sur une espèce de tour de Babel qui complique ou même interdit toute communication entre femmes de diverses origines, du moins aux États-Unis. Ça se voit surtout dans les milieux académiques où on parle toujours de sa situation personnelle et on entend fréquemment : je crois que ce n'est peut-être pas aussi vrai chez vous ou vous ne pouvez pas me comprendre parce que vous n'êtes pas une femme «Asian american».

Et puis on a des subdivisions au point que les femmes d'origine coréenne ont une expérience différente des femmes vietnamiennes, etc. Et les femmes anglophones d'origine prennent également de telles positions.

Dans les pays développés, les conflits d'intérêts de ce type ont rarement donné lieu à des ruptures sérieuses à l'intérieur de l'état-major du mouvement féministe, quoiqu'ils ont périodiquement réussi à éloigner des groupes entiers de femmes qui commencent à croire que le féminisme n'a rien à faire avec les problèmes qui pèsent le plus lourdement sur leur vie. Il n'en demeure pas moins que des conflits de ce genre se déroulent, le plus fréquemment, à l'intérieur des cercles intellectuels et culturels, notamment parmi les enseignants.

Et aux États-Unis, c'est surtout les questions de classes qui divisent les femmes – et je reviendrai à ce point au moins brièvement – parce que chez nous, le grand succès féministe a été pour les femmes de l'élite, c'est-à-dire des femmes vivant une situation confortablement bourgeoise et professionnelle. Et l'expérience des femmes pauvres, surtout si elles sont d'origine afro-américaine, est tout à fait différente, à un tel point que ça ne semble pas être la même conversation.

De toute façon, ces conflits, en principe de particularisme, sont les plus aigus dans les milieux académiques où on a des monopoles d'identité quelconque. Entre les pays développés et les pays en voie de développement par contre, les problèmes comme les possibilités de conflits sont autrement plus sérieux et le gouffre qui les sépare, même si ce n'est pas mon sujet principal ce soir, peut nous offrir une perspective instructive sur les écarts croissants qui divisent les femmes dans des pays développés eux-mêmes.

Comme sans doute vous le savez toutes, dans beaucoup de pays de ce qu'on appelait jadis le Tiers-monde, la plupart des femmes, sinon toutes, se trouvent dans une situation autrement plus «opprimée» que celle des femmes les plus misérables du monde développé.

Le sous-développement économique à lui seul leur impose une existence de travail crevant et le plus souvent, les exclut de tout contrôle des fruits de ce travail aussi bien que de tout droit de propriété privée ou individuelle, ce qui veut dire de toute possibilité de gouverner leur propre destin.

Or, si la plupart des sociétés du Tiers-monde ne sont plus traditionnelles au sens propre, elles retiennent des éléments importants d'une sensibilité traditionnelle, avec tout ce que cela implique pour le statut de la femme.

D'autre part, notamment dans le monde musulman, pas mal de régimes politiques, voire théocratiques, font de leur mieux pour réinstaurer des lois et des pratiques ultra-traditionnelles, surtout pour ce qui touche la condition des femmes. C'est non seulement porter le voile, mais est-ce qu'on a droit à l'éducation, même à une éducation minimale? Et la réponse est souvent non.

En outre, il y a des sociétés africaines qui continuent à défendre la pratique de la mutilation génitale et de nombreuses autres sociétés maintiennent un taux de natalité très élevé, du moins par rapport aux références occidentales.

Bien entendu, les féministes du monde développé ont peu de tolérance envers de telles croyances et pratiques et souvent, elles les présentent comme l'évidence de l'oppression dans laquelle les femmes en question souffrent. Mais les choses ne sont pas toujours si simples et nous savons que dans bien des cas, les femmes elles-mêmes jouent un rôle actif dans la perpétuation des mœurs traditionnelles.

Ici, je ne cherche pas à rouvrir le débat à propos du rôle convenable du féminisme occidental dans les affaires intérieures des autres sociétés. Beaucoup d'entre elles en ont déjà bien suffisamment en ce qui regarde la mentalité colonialiste et ça peut nous étonner, mais on peut très souvent trouver des femmes dans d'autres parties du monde qui regardent le féminisme comme le colonialisme sous une nouvelle

forme. C'est ce qui vient prendre charge de leur vie et de leur communauté.

Tout ce que je cherche à suggérer, c'est qu'à travers le monde, pour bien des femmes, les traditions de leurs ancêtres et même la prédominance des hommes dans leur présent représentent un prix supportable en échange de l'appui maximum pour la cohésion de leur famille et de leur communauté.

Autrement dit, elles craignent que la conquête de leur propre indépendance – si l'indépendance ou l'autonomie individuelle pour qui que ce soit est même concevable dans une économie sérieusement arriérée – ne vienne qu'à un prix insoutenable, notamment l'effondrement du réseau de relations qui constitue les structures élémentaires de toute vie sociale.

Mais leurs attitudes à cet égard n'autorisent absolument pas à les condamner comme réactionnaires ou masochistes, qui ne comprennent pas leur propre intérêt dans le sens féministe du terme.

Au contraire, nous ferions mieux de comprendre que ces attitudes sont une indication peut-être extrême des attitudes d'innombrables autres femmes, dont beaucoup de citoyennes des pays du monde développé, pour lesquelles la valeur de leur propre vie dépend dans une grande mesure de leurs relations avec leur famille et leur prochain.

Pour des raisons parfaitement compréhensibles, le féminisme a premièrement réclamé le droit des femmes à un individualisme aussi complet et autonome que l'individualisme des hommes les plus privilégiés. Mais le succès même des revendications féministes a, de plus en plus, mis en lumière les limites d'un tel individualisme comme objectif ultime, comme but final.

Et de nos jours, nous nous heurtons fréquemment à ces limites, notamment par rapport aux relations infiniment délicates entre la femme et le fœtus, mais également entre les femmes et les hommes, les femmes et les enfants, les femmes de différents groupes sociaux entre elles et les femmes et la société en général.

Nous pourrions même, et cela sans exagération, dire que de nos jours, la question de l'indépendance, de la libération de la femme, se révèle comme le problème crucial de la cohésion sociale. Ce n'est pas

l'indépendance que nous gagnons dans l'abstrait, c'est toujours une indépendance qui implique d'autres personnes. Et dans la mesure où ça implique d'autres personnes, ça retombe sur nos propres vies et nos propres relations.

Pour comprendre où nous sommes à présent et où nous voulons aller à l'avenir, il est peut-être utile de peser les gains et les pertes de ces dernières années. Tout en avouant que les États-Unis représentent un cas extrême, je l'avoue volontiers, je vais en parler, du moins pour un petit moment... Non seulement parce que c'est le cas que j'ai étudié de plus près et que je connais le mieux, mais aussi parce qu'il y a, à mon avis, de bonnes chances, ou plutôt de grands dangers, que les États-Unis représentent l'avenir pour beaucoup d'autres pays.

Malheureusement, aux États-Unis, les féministes qu'on entend, qui sont écoutées et ont une influence considérable sur le gouvernement, ce sont les féministes de l'«establishment» des organisations de la Côte Est des États-Unis, des organisations comme le National Organization of Women (NOW). Cet «establishment» ne rejoint pas toutes les femmes qui se croient des féministes profanes dans le sens large du terme. C'est pourquoi récemment, un chapitre entier du NOW a quitté l'organisation en disant simplement, comme on dit en anglais «Get real», devenez vraies, parlez de choses que nous reconnaissons.

De toute façon, aux États-Unis, nous avons vu plus de progrès pour les femmes de l'élite, de la bourgeoisie que n'importe où au monde. Et ce progrès est, à mon avis, assez lié à l'appauvrissement de femmes d'autres classes sociales.

Si vous êtes née dans une famille confortable et si vous avez la chance d'acquérir une éducation et de poursuivre une carrière, il est presque sûr que vous allez vous marier avec quelqu'un de votre classe sociale et, surtout, de votre formation professionnelle. C'est presque universellement le cas maintenant. Ça ne l'était pas par le passé...

Je suppose que vous savez toutes que par le passé le médecin épousait – qui? – la nourrice ou... Ces jours-

ci, ce sont deux médecins qui se marient avec les revenus qui s'ensuivent. Donc, c'est un succès énorme pour les femmes de la classe professionnelle, tandis qu'il y a trente ans, il était absolument vrai que

les femmes américaines gagnaient 59 cents pour chaque dollar gagné par un homme.

Aujourd'hui, les femmes gagnent autant que les hommes pour le même travail au moment de l'embauche. Et cela est vrai à travers les classes sociales. C'est-à-dire que si on commence comme avocate dans une firme prestigieuse, on gagne la même chose, qu'on soit homme ou femme, ou qu'on commence à l'université ou dans une entreprise quelconque. Il en va de même si on commence chez McDonald's ou dans un travail au salaire minimum.

Les écarts entre ce que peuvent gagner les femmes et les hommes se développent au cours du temps et viennent du fait que les femmes, fréquemment, ne font pas exactement le même travail que les hommes parce que beaucoup de femmes, soit par choix, soit par nécessité, donnent plus de temps à leur famille, notamment aux enfants.

Et si on veut pousser à l'extrême et choisir ce qui, je crois, est probablement le problème central pour les femmes, mais également le problème central pour le féminisme que nous avons, nous n'avons pas encore complètement, non seulement résolu, mais pas complètement engagé, c'est les enfants.

Ce n'est plus ou ce n'est pas les hommes qui rendent les femmes pauvres. Ce sont les enfants qui rendent les femmes pauvres. Et ceci est d'autant plus pénible que pour la grande majorité des femmes, les enfants représentent, sinon la joie centrale de leur vie, ce qu'il y a de plus important. Je dis ceci à partir de mon expérience et des recherches que j'ai menées.

Nous parlons très rarement des enfants entre féministes, du moins aux États-Unis. C'est une conversation de négation et de silence. Tous les débats qui restent très échauffés chez nous, – je ne comprends pas chez vous, mais chez nous – tous les débats sur l'avortement concernent le droit de la femme à être libérée des enfants.

Les femmes ne doivent pas être laissées seules avec la responsabilité des enfants. Les programmes sociaux qu'on veut, ce sont des programmes de garde d'enfants, non pas des congés maternels. Ce sont des programmes qui permettent aux femmes de se libérer, de se distancer des enfants et non de pouvoir donner aux enfants le temps que les femmes jugent que les enfants méritent.

Donc, toute la conversation, si vous voulez, est renversée et on voit les enfants comme ce qui interrompt l'égalité entre les hommes et les femmes. Or, c'est parfaitement vrai. À mon avis, nous n'aurons jamais l'égalité complète dans le sens d'identité interchangeable, tout ce que vous voulez, tant et aussi longtemps que les femmes pourront devenir enceintes.

Il y a une différence biologique. Les autres différences entre hommes et femmes ne comptent pour rien. Mais cette différence compte énormément. Et c'est au centre du comment on imagine une politique féministe.

Est-ce que la politique féministe exige qu'on sépare les femmes des enfants ou est-ce que nous sommes capables d'imaginer une politique qui soutienne les femmes et comme personnes pleinement humaines, et comme travailleuses, comme tout ce que vous voulez, mais également comme mères?

Et à mon avis, ça c'est la discussion la plus importante que nous pouvons avoir. C'est d'ailleurs d'autant plus présent parce que le féminisme moderne est survenu en même temps qu'une révolution sexuelle sans précédent dans l'histoire mondiale.

Il est tout à fait raisonnable de regarder l'histoire du monde comme une lutte continue pour rendre les hommes responsables vis-à-vis des enfants et des femmes. Pour lier les hommes à la vie domestique. Eh bien, du jour au lendemain, on dirait que nous les avons libérés!!! Ce qui veut dire que la libération sexuelle des femmes, avec tout ce que ça a de bon, est venue avec une libération sexuelle des hommes qui les rend pratiquement séparés de la vie domestique ou de la vie familiale.

Aux États-Unis, nous avons beaucoup moins de programmes sociaux, c'est-à-dire d'appuis de l'État pour les familles, pour les enfants, pour les femmes, que vous en avez au Canada et qu'il y en a dans les pays européens. Quand je dis que nous sommes votre avenir, il faut que vous compreniez que nous avons le moins de soutien et de programmes de ce genre que dans n'importe quel pays développé au monde.

Rien. Pas de congés de maternité, pas d'allocations familiales, pas de subventions pour les maisons, très peu de services de garde d'enfants, ni d'accès aux soins médicaux, etc. Nous, nous ne l'avons pas.

Ce que nous avons, c'est une élite bourgeoise qui est très très contente de sa situation. Notez bien, s'il vous plaît, que dans la dernière phrase, j'inclus les hommes aussi bien que les femmes, parce que les mêmes classes, et encore les hommes aussi bien que les femmes, mais les classes, l'élite culturelle qui prêche, qui nous donne comme article de foi la valeur de la libération sexuelle, de la monoparentalité, de naissances hors du mariage, de parenté célibataire, etc., toutes les combinaisons que vous voulez...

Cette élite-là, elle se marie. N'est-ce pas? C'est classiquement le cas de «Fais comme je te dis, non pas comme je fais.»

On parlait tout à l'heure de la pornographie. Pour les pauvres dans les grandes villes, et c'est surtout vrai pour les femmes et les mères, la pornographie, ce n'est pas une expression de son individualité, quelque chose qui permet l'exploration des tournées dans sa conscience intérieure, etc., une croissance personnelle... Non, la pornographie, ça marche dans la rue et ça suit votre fille. C'est tout autre chose.

Mais cette révolution sexuelle sans précédent a effectivement libéré les femmes des contraintes des pères et des maris.

Mais c'est venu au prix, du moins chez nous aux États-Unis, mais je crois ailleurs dans le monde également, de divorces très faciles et d'acceptation générale qu'on ne se marie pas du tout, de parenté célibataire. Or, il est pratiquement impossible de gagner une vie convenable et de garder, élever un, deux ou trois enfants convenablement à la fois.

Si un mari n'aide pas à payer les factures, à assumer le coût de la vie, il va falloir que quelqu'un d'autre le fasse. Normalement, c'est l'État, mais je crois que c'est une question qui vaut une réflexion et une discussion sérieuses. Je vous dirai très franchement que je suis tout à fait pour du soutien aux gens qui n'ont pas assez de ressources. Des ressources pour élever, éduquer leurs enfants convenablement. Je ne veux pas les jeter dans la poubelle de l'histoire. Bien au contraire.

Mais c'est une question de politique sociale d'énorme envergure. Parce que si les coûts continuent à augmenter au taux auquel ils ont augmenté dans les derniers trente ou vingt ans, nous sommes à un point où la plus grande majorité des enfants ne pourraient

pas avoir un avenir ou même un présent convenable sans l'appui considérable des ressources publiques.

Quand les ressources de l'État constituent le soutien principal à plus de la moitié des enfants dans une société ou un pays, on n'a pas besoin d'une très grande intelligence pour savoir que l'autre moitié va réagir rapidement.

Pourquoi est-ce qu'une moitié de la population devrait travailler pour soutenir l'autre moitié, une moitié avec laquelle elle n'a aucun lien personnel? Si l'État prend le rôle qui jadis appartenait au père et mari, que risque-t-il de se passer? En effet, traditionnellement, le mari et père était celui qui soutenait la famille, celui qui à tout le moins apportait la plus grande part de l'argent dans un ménage, même quand la mère avait un travail rémunéré. Si maintenant l'État devient «soutien de famille», il doit verser de l'argent à ces familles. Et cet argent vient des impôts. Mais, excusez-moi, je ne crois pas qu'on ait besoin de beaucoup d'imagination pour reconnaître qu'au fur et à mesure que les femmes et leurs enfants deviennent les bénéficiaires des «largesses» de l'État, l'autre moitié de la population sera de plus en plus composée d'hommes qui ne soutiennent même pas leurs propres enfants. Et maintenant, on viendrait exiger d'eux qu'ils soutiennent ces familles qu'ils ne connaissent même pas? Eh bien, ils ne le feront pas. On convainc les gens de soutenir les enfants en leur donnant un intérêt personnel dans l'enfant.

Si le féminisme a enseigné quoi que ce soit, c'est que la plupart des hommes ne sont pas instinctivement ceux qui choisissent les enfants. N'est-ce pas? Donc, ça pose un problème social.

Et je l'évoque simplement pour suggérer que le féminisme et les femmes doivent penser et repenser de façon continue nos relations avec les autres joueurs dans ce jeu. Ce n'est pas un champ statique. Tout le monde change de position en relation avec les autres personnes. Et où nous sommes en ce moment, c'est que les femmes qui sont trop souvent pauvres et trop souvent déchirées en deux, trois, quatre ou cinq sont amenées de plus en plus à voir leurs intérêts en opposition aux intérêts de leurs propres enfants. Et ça, c'est une tragédie.

Vous aviez le cas exemplaire de la femme enceinte qui renflait de la colle (le cas «G»). Qu'est-ce qu'on fait pour quelqu'un comme ça? Et la réponse n'est pas facile. Aux États-Unis, le cas peut-être analogue –

nous n'avons pas un pendant exact –, c'est le cas de femmes qui sont séropositives et qui sont enceintes.

En voulant défendre la vie privée de la femme et défendre sa liberté sexuelle, l'«establishment» féministe, non pas toutes les féministes mais l'«establishment», a combattu l'idée qu'on devrait administrer des tests aux femmes enceintes pour savoir si elles étaient ou n'étaient pas séropositives.

Or, dans ce cas-là, il n'était pas question de les enfermer et de faire quoi que ce soit pour interrompre la vie qu'elles menaient. La question en jeu est l'enfant, parce que l'enfant peut naître séropositif, mais il ne doit pas développer le sida.

La variable, la chose qu'il faut regarder dans ce cas, c'est : est-ce qu'il boit, est-ce qu'il est nourri au sein de sa mère? Parce que s'il prend le lait de sa mère, c'est certain qu'il développera l'infection entière. Si on lui donne une formule, il n'y aura pas de problème. Ou bien c'est une guérison spontanée, ou bien on peut donner des drogues qui sont efficaces à 95 ou 98 %, je crois.

C'est un cas où on ne doit pas enfermer la mère. On ne doit pas changer son style de vie. Mais on doit l'obliger à subir un test médical et être identifiée comme portant ou non le virus. Il me semble que ce que la femme perd dans ce cas-là n'est simplement pas comparable au risque que court l'enfant, que là, il est possible de balancer et de dire : «Eh bien, ça va, on fait les tests.»

Tout le monde n'est pas d'accord. Mais les cas plus extrêmes comme votre cas «G» sont, à mon avis, autrement plus angoissants et je n'ai pas de réponses pour ça.

Mais, et avec ceci je conclus, je dirais simplement que j'ai beaucoup de doutes qu'on ne puisse jamais trouver une solution pour de telles questions à partir des lois et des mécanismes de l'État. D'une façon ou d'une autre, bien ou mal, ce sont des questions que des êtres humains règlent, décident entre eux, que c'est ça qui constitue le système nerveux, le tissu d'une société. Et en son absence, il faut se demander : qu'est-ce qu'il nous reste de la société qui mérite ce nom?

On ne peut pas confier toutes les décisions difficiles à prendre à l'État. Ou finalement, nous aurons une raison sérieuse de le regretter. Le féminisme a fait des

choses incroyables, inimaginables, nécessaires et de la plus grande importance. C'est ça, le point de départ. Mais ce n'est pas fini.

Et ce n'est pas fini non, parce que nous n'avons pas encore assez gagné. Mais, j'ai confiance que nous continuerons à gagner en tant qu'individus et ce n'est pas fini parce qu'ayant tiré le fil qui défait tout le tissu, il nous faut maintenant une longue réflexion sur les problèmes que pose la reconstruction d'une société valable où on n'a pas besoin de l'État pour chaque décision morale entre personnes sur une base proprement féministe.

Coordination

Diane Guilbault

Révision

Marité Vézina

Traitement de texte

Sylvie Taupier

Où se procurer les publications

Toutes les publications éditées par le Conseil du statut de la femme peuvent être commandées en écrivant à l'adresse suivante (numéro de téléphone requis avec les coordonnées pour l'expédition) :

Conseil du statut de la femme
Service de la production et de la diffusion
8, rue Cook, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5J7

Téléphone : (418) 643-4326
Téléphone : 1 800 463-2851
Télécopieur : (418) 643-8926
Courrier électronique : csf@csf.gouv.qc.ca
Internet : <http://www.csf@gouv.qc.ca>

En outre, les publications du Conseil peuvent être consultées dans ses bureaux régionaux. Enfin, la reproduction totale ou partielle des publications du Conseil du statut de la femme est autorisée à la condition d'en mentionner la source.

Dépôt légal — 1999
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-550-34258-5
© Gouvernement du Québec